













Accord-cadre n° 24PA91520
**Fourniture et pose de supports de signalétiques intérieures
et extérieures pour l'université Bordeaux Montaigne**

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
Université Bordeaux Montaigne

**Cahier des clauses administratives particulières
(CCAP)**

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes multi-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture et pose de supports de signalétiques intérieures et extérieures pour l'université Bordeaux Montaigne</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE Domaine Universitaire, 19 Esplanade des Antilles 33607 – PESSAC</p> <p><u>SOCIETE DE REALISATION IMMOBILIERE ET D'AMENAGEMENT (SRIA)</u> Avenue Roul 33400 TALENCE</p> <p>L'accord-cadre fait l'objet d'un groupement de commandes. Mandataire: Université Bordeaux Montaigne</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE, Domaine Universitaire, 19 Esplanade des Antilles, 33607 PESSAC</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas alloti.</p>
	<p>La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 12 mois.</p>
	<p>Le marché est à prix unitaires.</p>
	<p>L'accord-cadre est révisable.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1.	PRÉAMBULE.....	4
PARTIE 2.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
ARTICLE 1.	REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR	5
1.1.	GROUPEMENT DE COMMANDES	5
ARTICLE 2.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 3.	DURÉE	6
ARTICLE 4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 5.	ASSURANCES	7
ARTICLE 6.	INTERVENANTS.....	8
6.1.	SOUS-TRAITANCE.....	8
6.2.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	8
PARTIE 3.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	9
ARTICLE 7.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	9
7.1.	MODALITES DE FIXATION DES PRIX	9
7.2.	CONTENU DU PRIX	9
7.3.	VARIATION DES PRIX.....	9
ARTICLE 8.	AVANCE	10
ARTICLE 9.	RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE 10.	MODALITÉS DE PAIEMENT	10
10.1.	DELAI DE PAIEMENT	10
10.2.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
10.3.	FACTURATION	11
PARTIE 4.	MODALITÉS D'EXÉCUTION	13
ARTICLE 11.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	13
ARTICLE 12.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 13.	DÉVELOPPEMENT DURABLE	14
ARTICLE 14.	PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS.....	15
ARTICLE 15.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	15
15.1.	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	15
PARTIE 5.	CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	16
ARTICLE 16.	RÉCEPTION.....	16
ARTICLE 17.	DÉLAI DE GARANTIE	17
PARTIE 6.	CLAUSES DIVERSES.....	18
ARTICLE 18.	OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNÉES PERSONNELLES	18
PARTIE 7.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	19
ARTICLE 19.	PÉNALITÉS ET PRIMES	19
ARTICLE 20.	MESURES COERCITIVES	20
ARTICLE 21.	CAS DE RÉSILIATION	20
ARTICLE 22.	LIQUIDATION	21
ARTICLE 23.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	21
PARTIE 8.	DÉROGATIONS AU CCAG.....	23

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE
Domaine Universitaire, 19 Esplanade des Antilles
33607 – PESSAC

SOCIETE DE REALISATION IMMOBILIERE ET D'AMENAGEMENT (SRIA)
Avenue Roul
33400 TALENCE

1.1. Groupement de commandes

Le présent accord-cadre est conclu en application de la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la fourniture et pose de supports de signalétiques intérieures et extérieures pour l'université Bordeaux Montaigne.

Les membres du groupement de commandes sont :

✦ Pouvoir adjudicateur coordinateur du groupement
L'Université Bordeaux Montaigne, représentée par son Président, Monsieur Lionel LARRE
Comptable assignataire : l'Agent Comptable de l'Université Bordeaux Montaigne
Adresse internet : www.u-bordeaux-montaigne.fr
SIRET : 193 317 666 00017

✦ La SRIA, représentée par son Président Monsieur Nicolas FLAMENT.

L'Université Bordeaux Montaigne est désignée en qualité de coordonnateur du groupement.
Le siège du groupement est 19 Esplanade des Antilles, 33607 Pessac Cedex.
Il est représenté par M. Lionel LARRE
La SRIA, exécute la procédure et agit aussi au nom de :
SRIA, Avenue Roul, 33400 TALENCE

ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Objet des fournitures: Fourniture et pose de supports de signalétiques intérieures et extérieures pour l'université Bordeaux Montaigne.

Le présent marché public a pour objet la programmation détaillée avec réalisation du cahier des contenus, la fourniture, la pose et la dépose de supports de signalétiques intérieures et extérieures pour les équipements de l'université Bordeaux Montaigne.

Il s'agit d'un marché de fournitures avec prestations de services.
Le marché public est passé pour l'ensemble des services de l'université Bordeaux Montaigne, situés :
- au 19 Esplanade des Antilles, Domaine Universitaire, 33607 Pessac ;
- à l'institut universitaire de technologie (IUT) de l'université Bordeaux Montaigne, au 1 rue Jacques Ellul, 33080 Bordeaux.

Le marché pourra également concerner plusieurs bureaux gérés par la Direction du Patrimoine

Immobilier et Logistique (DPIL) et se trouvant dans les locaux du Service Interuniversitaire de Gestion du Domaine Universitaire se trouvant 12, avenue des Arts, 33600 Pessac

La description des prestations est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché.

Le montant maximum est de 800 000 euros HT pour la durée totale du marché.

Lieu de livraison: UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE, Domaine Universitaire, 19 Esplanade des Antilles, 33607 PESSAC

ARTICLE 3. DUREE

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification pour une période d'un an. Il est reconductible 3 fois par reconduction tacite pour une durée d'un (1) an.

La durée d'exécution de l'accord-cadre ne peut pas dépasser 4 ans.

La durée d'exécution de l'accord-cadre commence à courir à partir de la notification.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Le métreur du titulaire devra se rendre sur le site des travaux à réaliser au plus tard sous un délai de 8 jours ouvrés, à compter de la demande d'intervention émise par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Pour certaines commandes, le pouvoir adjudicateur pourra préciser au titulaire que la visite n'est pas obligatoire.

Le titulaire devra envoyer au maître d'ouvrage dans les 8 jours suivants le déplacement sur site (ou dans les 8 jours suivant la sollicitation le cas échéant), une évaluation chiffrée des travaux à réaliser. Ceux-ci feront l'objet d'un bon de commande précisant la nature des travaux à réaliser, la date de commencement, le délai de réalisation et le coût.

Caractéristiques du délai de livraison :

Les délais de livraison et, le cas échéant, de pose et de dépose seront renseignés sur les bons de commande.

Il ne saurait dépasser 30 jours à compter de la réception du bon de commande.

Pour chaque chantier, le délai d'exécution des prestations (fourniture et travaux de pose) est fixé à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. Le délai d'exécution comprend toutes les sujétions nécessaires à la bonne réalisation des prestations. Il comprend le délai des études d'implantation, le délai d'approvisionnement, de fabrication, de pose et d'évacuation des emballages et protections de chantier. Ce délai s'entend en revanche hors validation des bon à tirer.

Annexé au bon de commande, un calendrier précis d'exécution des prestations au sein du délai global d'exécution est convenu entre le titulaire et l'émetteur du bon de commande. En cas de désaccord, le calendrier arrêté par l'émetteur du bon de commande, en dernier ressort fait foi. En cas de non-respect de celui-ci, les indemnités de retard précisées ci-après seront appliquées.

Le délai commencera à courir à compter de la date de démarrage prescrite par le bon ou en l'absence de date à compter de la date de notification du bon de commande.

Certains délais sont fixés de manière commune à tous les bons de commande, à savoir :

- Remise des bon(s) à tirer à l'émetteur du bon de commande : 10 jours ouvrés à compter de la transmission des éléments de contenu au titulaire. Les BAT devront être transmis pour validation à l'émetteur du bon de commande. Ce dernier devra être obligatoirement validé par écrit.
- Remise du DOE : à la réception des éléments de signalétique de chaque bon de commande.

Les gestionnaires de l'université en charge des commandes indiquent le lieu précis de livraison et les coordonnées de la personne représentant l'université habilitée à réceptionner les prestations.

Cette livraison fait l'objet d'un bon de livraison remis.

Les prestations sont livrées, et le cas échéant enlevées, à l'adresse et à l'heure précise mentionnée dans la demande ou le bon de commande adressée par l'université au titulaire. En cas de non-respect des horaires de livraison, le titulaire s'expose à des pénalités ou réfections.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (formulaire ATTR11) du présent marché
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Seul l'exemplaire conservé par l'administration fait foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Seul l'exemplaire conservé par l'administration fait foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) complété
- Le cadre de réponses techniques
- La Charte signalétique
- La programmation Signal étique de principe
- Les gabarits
- Les plans
- Les fiches techniques remises par le titulaire

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances :

Les dispositions de l'article 4.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 5. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Assurances :

Les dispositions de l'article 9.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Attestations :

Les dispositions de l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 6. INTERVENANTS

6.1. Sous-traitance

Pour les prestations de service uniquement, le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

6.2. Groupement d'opérateurs économiques

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

7.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande multi-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à bons de commande multi-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont il aura besoin.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

7.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

7.3. Variation des prix

Les prix sont révisables annuellement, à compter de la date d'anniversaire (date de notification), selon la formule applicable suivante :

$$P = 0,20 + 0,80 (I_n/I_o)$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé

I = index retenu : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction – Base 2021 – Identifiant 010764130, consultable sur le site de l'INSEE sous le lien <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764130>.

I_n = valeur du dernier index I connu et publié à la date de la demande de révision des prix de l'accord-cadre, I_o = valeur de l'index I du mois de la date limite de remise des offres finales.

Le titulaire du marché public s'engage à faire parvenir à l'Université Bordeaux Montaigne la demande de révision présentant les nouveaux tarifs modifiés au Pôle Achats de l'Université Bordeaux Montaigne, par courriel (marches.publics@u-bordeaux-montaigne.fr) ou par courrier papier avec accusé réception (Université Bordeaux Montaigne, Direction des Affaires Financières - Pôle Achats, 19 Esplanade des Antilles, 33607 Pessac Cedex), dans un délai d'un (1) mois précédant la date effective de la révision.

À cet effet, il joint, sous un format tableur, les nouveaux tarifs. Il précise également le détail des indices et formules de révision utilisés.

Dans le cas où la demande de révision parviendrait à l'Université au-delà de ce préavis, la demande de révision ne serait pas prise en compte pour la période concernée.

L'administration dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la date de réception de la demande de révision de prix sur PLACE, pour accepter ou refuser les nouveaux prix. Passé le délai de 30 jours qui suit l'accusé de réception de cette demande de révision, le silence de l'administration vaut acceptation du nouveau tarif.

La révision se fait à la hausse comme à la baisse.

L'application de la formule de révision des prix ne peut pas avoir pour effet d'augmenter de plus de 3% les prix initiaux du marché, soumis à la révision.

Si l'application de la formule de révision des prix conduit à dépasser ce plafond, les prix du marché tels que calculés à l'issue de l'application de la formule de révision sont les prix plafonnés à 103%.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de l'application de la présente clause.

Détermination des prix de règlement :

Les dispositions de l'article 10.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 8. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 10. MODALITES DE PAIEMENT

10.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

10.2. Modalités de règlement des comptes

Acomptes:

Les dispositions de l'article 11.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Contenu de la demande de paiement:

Les dispositions de l'article 11.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Calcul du montant dû par l'acheteur au titre des prestations fournies:

Les dispositions de l'article 11.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise de la demande de paiement:

Les dispositions de l'article 11.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur:

Les dispositions de l'article 11.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Paie ment pour solde et règlement partiels et définitifs:

Les dispositions de l'article 11.7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Facturation électronique:

Les dispositions de l'article 11.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance:

Les dispositions de l'article 12 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

10.3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE

SIRET : 19331766600017

Sous peine de rejet, les factures doivent être impérativement libellées à l'adresse suivante :

Université Bordeaux Montaigne

Service facturier

19 Esplanade des Antilles

33607 Pessac Cedex

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- le numéro du marché 24PA91202 ;
- le site concerné ;
- le numéro de l'engagement juridique communiqué postérieurement à la notification par l'université ;
- les noms, adresse et raison sociale du créancier ;
- le détail des prestations (prestation forfaitaire annuelle ou autres...) conforme à l'offre financière ;
- le montant hors TVA, détaillé et établi sur la base de l'offre financière au marché public ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le numéro de compte bancaire ou postal ;
- le montant TTC.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur

soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 11. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Forme des notifications et informations:

Les dispositions de l'article 3.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Modalités de computation des délais d'exécution des prestations:

Les dispositions de l'article 3.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire:

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande:

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes:

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché;
- la date et le numéro du bon de commande;
- le montant du bon de commande;
- les délais de livraison (date de début et de fin);
- les lieux de livraison des prestations;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

Sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, le marché sera attribué à un maximum de 3 opérateurs économiques.

La méthode d'attribution est dite « en cascade ». Elle fait appel en priorité aux titulaires les mieux-disant. L'acheteur contacte le titulaire classé en première position et si ce dernier ne peut répondre dans les délais exigés, l'acheteur s'adresse au titulaire dont l'offre a été classée seconde et ainsi de suite.

A partir de trois réponses négatives successives, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités. Il se réserve également le droit, pour les prochaines commandes, de faire appel en priorité au second.

Commande hors BPU:

Des prestations, non prévues au BPU, et entrant dans l'objet de l'accord-cadre, pourront être commandées par l'université. Elles feront l'objet d'une demande de devis et devront être expressément acceptées avant émission du bon de commande. Les délais de livraison/exécution et modalités seront les mêmes que pour les commandes de prestations prévues au BPU.

Les bons de commande ne pourront, en aucun cas, faire l'objet d'une négociation.

Le montant total de ces commandes ne pourra excéder 10% du montant maximum de l'accord-cadre.

Ordres de service:

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 12. EXECUTION DES PRESTATIONS

Lieux d'exécution :

Les dispositions de l'article 17 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Les dispositions de l'article 18 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché :

Les dispositions de l'article 19 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte. Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

Livraison :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Surveillance en usine :

Les dispositions de l'article 22 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public :

Les dispositions de l'article 26 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 13. DEVELOPPEMENT DURABLE

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Clause environnementale générale :

Les dispositions de l'article 16.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 14. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS

Prestations supplémentaires et modificatives :

Les dispositions de l'article 23 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles :

Les dispositions de l'article 24 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

15.1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 16. RECEPTION

Opérations de vérification :

Par dérogation aux articles 27.1 et 27.3 du Chapitre V du CCAG-FCS, les dispositions ci-après s'appliquent. Les opérations de vérifications peuvent être faites par l'Université à l'issue de l'exécution de la prestation, ou à tout autre moment par le personnel de l'Université, avec ou sans la présence d'un agent du titulaire et sans que celui-ci ne soit nécessairement averti. La notification des insuffisances ou manquements fait l'objet d'un courriel transmis par l'Université au titulaire.

Déroulement des opérations de vérification :

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des fournitures, il peut être selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Décisions après vérifications :

Les dispositions de l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Admission :

Les dispositions de l'article 30.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Ajournement :

Les dispositions de l'article 30.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Réfaction :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, si l'université constate, par simple mail transmis au titulaire défaillant, une non-conformité par rapport à la commande (non-respect de la proposition –en terme de quantité, non-respect de la qualité des produits, une mauvaise exécution de la prestation), le titulaire se doit de proposer un avoir valant dédommagement qui correspond aux défauts constatés.

A défaut d'un accord satisfaisant entre l'université et le titulaire défaillant sur le montant de cet avoir, une réfaction d'un montant de 25% par rapport au montant hors taxes de la prestation sera automatiquement appliquée à l'encontre du titulaire.

Rejet :

Les dispositions de l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux :

Les dispositions de l'article 30.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Transfert de propriété :

Les dispositions de l'article 31 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 17. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 18. OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNEES PERSONNELLES

Protection des données à caractère personnel:

Les dispositions de l'article 5.2 du CCAG fournitures courantes et services s'appliquent.

Obligation de confidentialité:

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Mesures de sécurité:

Les dispositions de l'article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Information des sous-traitants:

Les dispositions de l'article 5.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail:

Les dispositions de l'article 6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Protection de l'environnement, sécurité et santé:

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages:

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 19. PENALITES ET PRIMES

Pénalité de retard pour visiter les lieux suite à une demande de devis de l'université

100 € par jour de retard

Pénalité de retard dans la remise d'un devis suite à la visite des lieux concernés par la demande de devis de l'université

100 € par jour de retard (dans le cas particulier où la visite des lieux ne serait pas obligatoire, le délai de 8 jours démarre à partir de la demande de devis faite par l'Université).

Pénalité en cas d'absence aux réunions de chantier, si l'organisation de telles réunions s'avère nécessaire

50 € par absence pour les entreprises dont la présence est requise

Pénalité de retard dans la remise du bon à tirer. Aucune production ne pourra avoir lieu sans validation du bon à tirer.

Aussi, si tel était le cas, les éléments produits ne seront ni réceptionnés ni payés : 150 € par jour de retard.

Pénalité de retard dans l'achèvement des travaux :

150 € par jour de retard pendant 10 jours puis 500 € par jour de retard au-delà de 10 jours.

Au-delà de 10 jours, la pénalité de 500 € par jour s'applique pour chaque bon de commande.

Pénalité de retard dans la présentation des documents à fournir après exécution (DOE et DEM) :

150 € par document et par jour de retard.

Pénalité de retard dans l'hypothèse où des plans d'exécution seraient nécessaires à la réalisation des travaux

75 € par jour de retard. Ceux-ci doivent être établis pendant la période de préparation de chantier et pendant le délai défini dans le bon de commande.

Pénalité pour absence de nettoyage du chantier :

Le titulaire est tenu d'assurer le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements au fur et à mesure de l'avancement des prestations de pose et/ou dépose des éléments de signalétique. Si ces tâches ne sont pas effectuées au fur et à mesure de l'avancement du chantier et au-delà du délai fixé par la mise en demeure de l'émetteur du bon de commande, sera appliqué jusqu'au dégagement, nettoyage et remise en état des déplacements : 100 € par jour de retard.

Pénalité pour non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, au gardiennage, à l'hygiène et la sécurité, à la signalisation de la zone d'intervention :

100 € par jour et par défaut constaté.

Pénalité de retard dans la demande d'acceptation d'un sous-traitant au-delà du délai fixé par la mise en demeure de l'émetteur du bon de commande ou de son représentant ou par rapport au planning annexé au bon de commande ou par rapport à la date de début de réalisation de la tâche confiée au sous-traitant :

500 € par jour de retard

Pénalité de retard au-delà du délai de réalisation des réserves mentionnées au procès-verbal de réception :

500 € par jour de retard

Pénalité en cas de 3ème non réponse à une commande

100 euros HT

Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation :

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 25 jours à compter de la réception par le titulaire du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le titulaire encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 80 €.

Pénalités en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé :

En cas de non-respect par le titulaire, des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L.

8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité d'un montant correspondant à 10 % du montant total TTC du marché et ne peut excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 dudit code.

Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire appliquera les pénalités sans inviter le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 20. MESURES COERCITIVESExécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à

l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Résiliation pour événements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour événements liés au marché :

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Résiliation pour faute du titulaire :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité

ARTICLE 22. LIQUIDATION

Décompte de résiliation :

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés :

Les dispositions de l'article 44 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux

Tél. : 05.56.99.38.00

Fax : 05.56.24.39.03

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

CCIRA de Bordeaux - Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges

Tél. : 05.56.69.27.45

Email : na.polec@direccte.gouv.fr

Règlement à l'amiable :

Les dispositions de l'article 46.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Mémoire en réclamation :

Les dispositions de l'article 46.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de notification de la décision :

Les dispositions de l'article 46.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage :

Les dispositions de l'article 46.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de réclamation :

Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 14.1.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 14.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 27.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 27.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 30.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services.